



Malika Rahal. Historienne
à l'Institut d'histoire du
temps présent (CNRS)

1962 continue de faire barrage au savoir historien

le 14 décembre 2012

-Les journées Charles-Robert Ageron sont présentées comme un hommage à l'historien de «l'Algérie contemporaine», mais quand on regarde le programme, les interventions portent essentiellement sur la période coloniale et la guerre d'indépendance. Pouvez-vous nous donner une définition de ce qu'est l'histoire contemporaine ?

La question est intéressante, car elle pointe immédiatement un point sur lequel nous n'avons pas beaucoup avancé depuis le travail de Charles-Robert Ageron : aujourd'hui encore, dans une écrasante mesure, l'histoire contemporaine de l'Algérie vue par les historiens s'arrête à l'indépendance, et donc à la fin de la période coloniale. Et pourtant, de 1980 à 2000, Charles-Robert Ageron a été chercheur à l'Institut d'histoire du temps présent qui a pour vocation de travailler sur la période la plus récente de l'histoire contemporaine, celle pour laquelle les témoins sont encore vivants. Depuis plusieurs décennies, les historiens ont fait la preuve que les événements très proches appartiennent pleinement à leur domaine de recherche ; pourtant, en ce qui concerne l'Algérie, 1962 continue de «faire barrage» au savoir historien, et de ce point de vue, toute l'histoire du pays depuis l'indépendance demeure une terre inconnue.

-Pourquoi la décennie noire est-elle absente du débat historique et universitaire en Algérie ?

Elle est absente pour les raisons évoquées plus haut : parce que toute l'histoire du pays depuis l'indépendance est absente des départements d'histoire, et que cette absence n'est que très partiellement palliée par les autres disciplines (sciences politiques, droit, littérature, sociologie). Il y a des raisons évidentes à cela : la nécessité impérieuse, ressentie dès 1962, de décrire et comprendre la période coloniale, en particulier la guerre longue et cruelle qui a mené à l'indépendance ; mais aussi la nature du régime et son usage politique de l'histoire.

Il me semble qu'il faut ajouter à cela d'autres facteurs plus difficiles à saisir : le sentiment (ressenti aussi par les historiens) d'une histoire vécue toujours dans l'urgence ; urgence de l'édification d'un Etat dans l'enthousiasme socialiste, urgence des crises économiques, politiques et sociales des années 1980, puis urgence de la décennie noire des années 1990. Il me semble à ce propos que le pays sort tout juste d'une longue période d'après-guerre et n'a pas encore connu de temps calme permettant une démarche réflexive sur l'histoire récente. D'autant que cette décennie de violence civile, pour ne pas dire de guerre civile, fait écran au passé ; j'ai eu l'occasion de décrire comment elle avait coupé les liens entre les acteurs et leurs souvenirs d'avant, rendant toute forme de retour sur le passé difficile, voire impossible, pour de longues années.

-Aujourd'hui, on s'aperçoit que les chercheurs anglo-saxons travaillent sur des problématiques historiques et politiques beaucoup plus actuelles que les chercheurs français. Comment expliquez-vous cela ?

Je ne sais pas si leurs problématiques sont plus actuelles, ni même ce que ça voudrait dire, mais l'ouverture du champs de l'histoire contemporaine de l'Algérie à des historiens travaillant hors de France et hors d'Algérie est une excellente chose : dans le face-à-face franco-algérien - et j'utilise l'expression même s'il ne s'agit pas d'une opposition de deux points de vue antagonistes -, le renouvellement des approches aurait été plus lent. Les questions liées à la culture, aux langues, à la construction des identités nationales bénéficient considérablement d'autres regards - et je pense en particulier à ceux de Julia Clancy-Smith, Todd Shepard, et James McDougall - qui renouvellent d'ailleurs aussi bien l'histoire de l'Algérie que celle de la France.

Pour autant, le verrou de 1962 demeure solide : il est attaqué dans les travaux d'Amar Mohand Amer, historien au CRASC, qui a travaillé sur la crise de 1962 et prolonge actuellement ses recherches sur la période plus récente, de l'historienne britannique Natalya Vince (qui prépare un ouvrage sur les anciennes combattantes après l'indépendance), ou les miens. Plus récemment encore, des travaux de doctorants, comme celui en cours d'Ed McAllister, doctorant britannique, sur la mémoire de la période de la construction nationale des années 1960 et 1970 dans un quartier d'Alger, ouvrent de nouvelles pistes. Certains doctorants algériens ou non que j'ai croisés aux Archives nationales à Alger ont des sujets de thèse qui les conduiront naturellement à interroger l'histoire post-1962, en particulier les études locales (celle de Yasmina Saoudi sur la région de Mchedallah, ou celle d'Augustin Jomier sur le M'zab) ne demandent qu'à être prolongées après 1962, même si tous ne l'envisagent pas encore. Autrement dit, l'histoire du temps présent de l'Algérie mûrit lentement, mais elle mûrit enfin.

Mélanie Matarese